

## En 2018 le Portugal continue sa course vers le plein emploi et la réduction des inégalités sociales



Un char du carnaval de Torres Vedras, au nord de Lisbonne, transporte les sculptures satiriques de Donald Trump et Kim Jong Un, le 13 février 2018 (AP Photo/Armando Franca)  
INFO [Economie](#)

**Le Portugal est devenu le meilleur élève de la zone euro avec une croissance économique au plus haut, un chômage au plus bas, des investissements en**

**progression permanente, un déficit budgétaire qui tend vers le zéro. Toutes ces bonnes nouvelles sont de plus accompagnées par une première mondiale : l'énergie électrique produite par les renouvelables a dépassé la consommation du pays. Seul point noir, idéologique, celui là : la politique menée pour parvenir à ces résultats est encore et toujours à l'opposée de celle préconisée par Bruxelles et suivie par Berlin ou Paris.**

06 MAI 2018

Mise à jour 06.05.2018 à 16:30 par [Pascal Hérard](#)

Le budget 2018 du Premier ministre portugais présenté à la Commission européenne fin 2017 n'a pas beaucoup plu. La Commission estimait que la baisse — exigée — de 0,6% des dépenses publiques ne serait — selon les calculs prévisionnels bruxellois — que de « seulement » 0,4%. Etrange reproche lorsque l'on sait que le déficit du Portugal est désormais l'un des plus bas de la zone euro, à 1,4% en 2017 et qu'il ne cesse de se réduire. Le petit pays au bord de la récession économique — et d'un effondrement social majeur — il y a quelques années encore, améliore ses performances économiques et sociales de façon continue depuis 30 mois, au grand dam des dirigeants d'autres pays européens adeptes des politiques libérales de rigueur budgétaire, Emmanuel Macron en tête. Les dernières mesures du gouvernement d'Antonio Costa, très décriées par son opposition de droite semblent pourtant continuer d'agir en faveur d'une amélioration générale, tant sociale qu'économique, que ce soit pour les entreprises, les investisseurs ou les salariés et les retraités des classes moyennes et populaires.

### **Relance, ajustement des impôts, augmentation du salaire minimum et incitations aux investissements**

Alors qu'en France les impôts sur les plus gros revenus sont abaissés, des taxes sur les entreprises supprimées ou compensées, tandis que les retraites sont grévées, le gouvernement portugais à engagé une politique fiscale inverse. Le budget 2018 portugais prévoit une baisse conséquente des impôts sur le revenu pour les classes moyennes, accompagnée par une nouvelle augmentation des pensions de retraite. Pour la fiscalité des grandes entreprises, l'option portugaise est là aussi à l'opposé de celle de la France : instauration de nouvelles taxes pour toutes les entreprises au chiffre d'affaires supérieur à 35 millions d'euros. Côté fonctionnaires, ce sont les débloques des mouvements de postes et les promotions dans la fonction publique qui se mettent en place.

La politique économique de la demande, instiguée de façon continue depuis deux ans et demi par le gouvernement portugais, porte clairement ses fruits. Cette politique est fondée sur une relance de la consommation par l'amélioration des conditions professionnelles et sociales des travailleurs portugais afin de créer de l'attractivité pour les investisseurs, améliorer la productivité, permettre de la montée en gamme de productions, etc...

## > Lire notre article : « Portugal : un redressement économique et social qui prend Bruxelles à contre-pied »

Le chômage continue donc de baisser, établi à 7,8 % fin 2017, tandis qu'il était à 8,9 % en France à la même période (statistiques au sens du Bureau international du travail). Le salaire minimum a été augmenté de 530 à 557€ en 2017 et va l'être de nouveau en 2018 pour atteindre 580€, avec l'objectif pour le gouvernement de le porter à 600€ en 2019. La démonstration portugaise d'une amélioration des investissements et de l'emploi privé grâce à l'augmentation des salaires et des prestations sociales vient percuter de plein fouet la doxa européenne voulant que la compétitivité des entreprises doive obligatoirement passer par une baisse ou un gel des salaires et la diminution des dépenses sociales des Etats...

## **Energies renouvelables, modernisation au pas de course : qu'attend l'Europe pour s'en inspirer ?**

La « première mondiale » à l'échelle d'un pays de plus de 10 millions d'habitants survenue il y a peu devrait être un exemple pour les dirigeants politiques défenseurs de la transition écologique et énergétique : [le Portugal a produit plus d'électricité grâce aux énergies renouvelables en mars 2018 qu'il n'en a consommée !](#) La France, pays se déclarant pourtant grand promoteur de cette transition, arrive péniblement à 16% d'énergies renouvelables en 2017 et ne tiendra pas visiblement ses engagements de 23% pour 2020. La production électrique française est toujours basée sur le nucléaire à plus de 70%. Cette capacité portugaise de 103% de production électrique en renouvelables est surprenante et souligne la faculté du pays à se moderniser au pas de course : un an auparavant, pour le mois de mars 2017, les renouvelables n'avaient produit que 6% de la consommation du pays !

Ce que Bruxelles et la majorité des dirigeants de l'eurogroupe ne semblent pas comprendre ou vouloir entendre est pourtant très simple : réduire les déficits budgétaires ne passe pas par la seule baisse des dépenses publiques, au contraire. Plus un Etat dynamise son économie en améliorant les revenus et la protection sociale de sa population, salariés, retraités, entreprises, plus les recettes de l'Etat augmentent. La dépense publique — avec une croissance économique suffisante et stable, de 2,7% au Portugal en 2017, un chômage bas et des investissements en progression — n'est alors plus qu'un facteur d'ajustement budgétaire de faible importance.

Le gouvernement d'Antonio Costa a compris cette donne et applique au final une politique « d'accompagnement » économique, social et de transition énergétique, sans dogmatisme particulier, si ce n'est celui de ne pas se plier aveuglément à un dogme, lui très établi : l'austérité ou la restriction budgétaire, le désengagement de l'Etat, la privatisation des services publics, le dumping social et l'accroissement des inégalités par la « privatisation des dettes publiques » au détriment des protections sociales.

[Antonio Costa s'est d'ailleurs fendu récemment à Bruxelles d'une proposition pour taxer les géants californiens du net](#) afin de consolider le budget européen et mieux aider les régions : « *Tous les grands pays ont des difficultés à taxer ces grandes multinationales américaines, les GAFAs (Google, Amazon, Facebook et Apple). Cela peut être une autre façon de créer une ressource propre de l'Union européenne.* »

Le « miracle portugais » n'en est donc pas un, et l'Europe pourrait — si elle était en mesure de sortir de son entêtement — se pencher sur la réussite de ce petit pays qui a su inventer une sortie de crise basée sur un mieux disant social toujours absent des politiques de l'Union, accompagné d'une relance économique efficace. Face aux échecs répétés des politiques économiques dictées par l'Union européenne — comparés aux succès du gouvernement d'Antonio Costa — la logique voudrait qu'un changement de cap s'opère sur les grandes orientations budgétaires du vieux continent. Cela ne semble pourtant toujours pas être à l'ordre du jour. Et [le ralentissement de la](#)

[croissance française, allemande, la baisse des investissements et de la consommation dans ces pays au premier trimestre 2018](#) signalent bien la fragilité de la reprise économique récente des pays « pro Bruxelles ».

Face à ces contradictions, une phrase attribuée au génie scientifique allemand, Albert Einstein illustre de façon ironique cette incapacité des dirigeants de l'Union à changer leurs politiques économiques : « *La folie, c'est de faire toujours la même chose et de s'attendre à un résultat différent* ». Résister à la folie et tenter une autre voie semble dans tous les cas — aux vues des résultats portugais — clairement le meilleur chemin à suivre : pour le bien de la population... à minima. Mais faut-il encore avoir cet objectif ?

[Pascal Hérard](#)